LA REFORME DES COLLECTIVITES LOCALES

L'intercommunalité sera un enjeu fort de cette élection municipale. Tout d'abord parce que **c'est le suffrage universel, pour la première fois**, qui portera 33 élus des 5 communes (Bayonne, Anglet, Biarritz, Boucau, Bidart) à la communauté d'agglomération. Ensuite, parce que c'est des choix politiques et de la qualité de la coopération intercommunale que dépendra en grande partie la qualité de vie des citoyens Angloy(e)s et de leurs voisins. La vie de la population est en effet liée aux larges compétences détenues par la communauté d'agglomération. Elles concernent déjà l'urbanisme, la politique de la ville et l'équilibre social de l'habitat, l'assainissement, les déchets, les transports, la mobilité, l'environnement, le plan climat, le développement économique, l'enseignement supérieur et la formation.

La réforme Hollande fait la part belle au marché capitaliste

Comme beaucoup, nous ne sommes pas hostile à la coopération intercommunale qui est entrée dans la vie depuis longtemps avec les syndicats intercommunaux. Elle peut permettre de coordonner les réalisations portant sur les transports, l'eau, la culture etc. en prenant compte des besoins de la population.

Mais sous couvert de **modernité**, comme toujours… De **simplification** du paysage institutionnel, comme toujours… Le gouvernement met en œuvre une **réforme** bien éloignée de ces préoccupations et **qui cache en réalité une modification en profondeur de l'Etat**. Le triptyque intercommunalité-région-Europe est à dominante économique. **Le choix est clair : Pour certains, complices des milieux financiers mêlant gouvernants et autorités européennes, l'économie doit prévaloir sur le politique**. Alors que l'économique, aussi utile qu'il soit, ne doit être que le supplétif de l'humain, du politique. **L'objectif de cette réforme, c'est la soumission toujours plus poussée aux règles du marché**.

Les Pays en danger

Cette réforme, induit aussi la suppression de la possibilité de créer de nouveaux « pays ». Cela fragilise « le pays Pays Basque » **cette institution originale d'élaboration de projets et de coopérations** qui a montré son utilité dans notre région, qui est pionnière en la matière. En associant des acteurs très divers, y compris de la société civile avec **le conseil de développement**, et de manière transversale aux différentes collectivités au travers du **conseil des élus**, c'est un échelon de la démocratie locale qui risque à terme de disparaître dans le seul but de trancher dans les dépenses publiques.

Centralisation des pouvoirs

Cette réforme, que François Hollande vient de réaffirmer dans sa conférence de presse, c'est encore la part belle faite à de « véritables métropoles européennes » au détriment de régions moins nombreuses pour des motifs extraterritoriaux : La **compétition** internationale et la **concurrence** avec les métropoles étrangères. C'est donc bien l'adaptation au marché qui est ici en vue. **Leur création va être profondément déstabilisatrice pour les autres collectivités territoriales moins urbaines plus rurales comme la nôtre** qui ont du mal à atteindre la taille critique pour obtenir une sucette financière.

Austérité à tous les niveaux

Cette réforme, c'est après la suppression de la taxe professionnelle, dont la compensation reste très aléatoire, la diminution des dotations d'Etat, qui vont peser sur les ressources, les moyens d'action et, **de ce fait, sur les compétences**. Peser aussi sur la croissance, sur l'emploi, puisque les collectivités locales avec un budget total de 110 milliards d'euros réalisent 70 % des investissements.

Les conséquences de cette politique d'aménagement du territoire sont lourdes. On peut prévoir une dégradation des conditions matérielles et morales des fonctionnaires : réductions d'emplois, recours aux contractuels, clientélisme dans les recrutements, les promotions et les rémunérations. Les services publics seront encore plus réduits, ce qui va avoir des conséquences sur les services à la population. **Le secteur privé verra son champ d'intervention élargi pour faire plus de profits**. **La mainmise du pouvoir présidentiel sur les collectivités** sera renforcée par le moyen de compétences étendues conférées au préfet de région, institué véritable proconsul.

La logique de cette réforme Hollande, c'est **moins de services publics, moins de fonctionnaires, moins de ressources, moins d'élus, moins de démocratie**. La politique va se faire désormais **de plus en plus à la corbeille** avec la rigueur infligée à la France « d'en bas » pour gaver la France « d'en haut.»

Nous ne pouvons accepter que les politiques d'austérité deviennent la norme dans les collectivités.

La commune qui est l'échelon institutionnel le plus proche de la population doit voir ses compétences maintenues. La communauté d'agglomération doit être un outil de coopération entre villes autour de projets d'intérêt commun (beaucoup reste à faire dans les domaines de l'eau, des transports, des déchets).

Les citoyens doivent être mieux informés pour leur permettre de jouer leur rôle qui est déterminant pour que l'action de la communauté d'agglomération soit adaptée aux besoins.